

Oui ou non à la Constitution européenne - Un choix à respecter

Les Français ont dit „non“ à la Constitution européenne. Que cette décision soit bonne ou mauvaise pour l'Europe c'est l'avenir qui nous le dira. Je ne suis cependant pas d'accord avec bon nombre de politiciens qui pour l'instant attribuent à la France le rôle de mauvais élève de l'Europe. Certains mettent en avant-plan que jusqu'à maintenant tous les autres pays ayant participé à la ratification ont voté „oui“. Moi-même j'ai plutôt remarqué que dans les pays où la ratification a été effectuée par voie de référendum le „oui“ n'a pas été voté massivement et dans les autres c'est les parlements nationaux (les élus du peuple) qui ont voté à une grande majorité pour la Constitution.

Prenons l'exemple de l'Allemagne: l'Europe peut s'estimer heureuse que ce soit le Bundestag qui ait dit „oui“ à la Constitution, car si on avait laissé voter les Allemands (avec plus de 5 millions de chômeurs) par voie de référendum le „non“ l'aurait emporté massivement aussi.

Je suis d'accord qu'un jour la Constitution doit être ratifiée pour permettre à l'Europe de sortir de l'ombre des Etats-Unis et des pays asiatiques mais sous une autre forme et qui soit non seulement acceptée massivement par les parlements nationaux mais aussi et surtout par la population.

Le problème est que la Constitution à l'heure actuelle est un compromis de diverses fractions politiques et qu'elle reste assez vague et donc ouverte à pas mal d'interprétations.

Il y a aussi d'autres points qui m'interpellent dans cette Constitution comme:

Article II-70

Liberté de pensée, de conscience et de religion

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites. (Ce qui peut être interprété qu'on peut aussi porter des signes distinctifs d'appartenance à une religion même dans l'enseignement.)

Article II-71

Liberté d'expression et d'information

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières. (Il aurait été judicieux d'élargir cet article pour circonscrire jusqu'où la liberté d'expression peut aller ... incitation à la haine ...)

2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

Article II-97

Protection de l'environnement

Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable. (Traité de constitution très vague à ce sujet. De plus est-ce que la protection de l'environnement doit être mise en arrière-plan lorsque le développement dans l'UE est ralenti?)

Concernant la partie sociale elle reprend certains éléments de la Constitution luxembourgeoise et d'autres pays et l'élargit au niveau européen. Donc pour certains pays de l'Union européenne la partie sociale n'apportera rien

de réellement nouveau.

Comme on peut le voir la Constitution européenne laisse la place à pas mal d'interprétations et je pense que c'est à tout un chacun de voter selon son âme et conscience.

Par contre quelle que soit la décision que chacun prendra, il devra respecter la décision de l'autre camp. Ce n'est pas parce que quelqu'un vote „non“ qu'il est anti-européen. **Edouard Lauer**